

**PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES PROVINCIALES,
PAR L'ÉQUIPE DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE,
VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE**

Montréal, le 22 septembre 2011 – L'équipe de Recherche économique VMBL a dévoilé la nouvelle édition des Perspectives économiques provinciales qui met en lumière quelques-uns des éléments qui influenceront la performance économique des provinces, mais se concentre davantage sur la vulnérabilité des provinces face à la recrudescence des risques de récession aux États-Unis.

Des signes de plus en plus évidents d'un retour en récession du côté américain, premier marché de nos exportateurs, nous ont portés à examiner l'impact pour chacune des provinces. D'abord, il a clairement été établi que le Canada n'y échapperait pas et l'activité économique pourrait même écopier plus durement que lors de la récession 2008-2009, en raison de son économie domestique plus fragile. Quels sont les risques pour les provinces canadiennes? De par l'immensité du territoire canadien, il n'est pas surprenant que des provinces soient plus vulnérables que d'autres.

Brièvement, la vulnérabilité des provinces face aux soubresauts de l'économie américaine diverge d'un océan à l'autre. À l'extrême ouest, la Colombie-Britannique est la moins vulnérable alors qu'à l'est, le Nouveau-Brunswick affiche le degré de dépendance de son économie le plus important parmi les provinces. L'Alberta et dans une moindre mesure la Saskatchewan, en raison d'une importante proportion de leurs exportations de produits énergétiques traversant la frontière sud chaque année, sont plus exposées au risque de retour en récession aux États-Unis, d'autant plus que si cela survient, il n'y a pas que le Canada qui sera affecté, mais bien l'ensemble de l'économie mondiale. Ainsi, cela entraînera certes un recul des prix de l'énergie, plus particulièrement du pétrole. De toute évidence, les provinces riches en ressources sont plus à risques dans cette éventualité. Les provinces dont les exportations sont plus diversifiées par secteur et également par pays, particulièrement le Québec, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse, s'en tireront mieux. Enfin, l'Ontario fait partie des provinces les plus à risque puisque sa part des exportations totales à destination de son voisin du sud est parmi les plus importantes et qu'elle est principalement composée de produits issus du secteur de l'automobile.

En somme, les risques pour les provinces demeurent élevés, mais certaines sont plus à l'abri en raison de la plus grande diversification sectorielle et géographique de leurs exportations internationales. À titre d'exemple, l'éloignement géographique n'a pas empêché la Chine de devenir la troisième destination en importance pour les exportations québécoises. Afin de réduire leur exposition aux soubresauts de l'économie américaine, les provinces doivent poursuivre leurs efforts de diversification de leurs paniers d'exportations. D'autant plus, le Canada a perdu des parts de marché chez nos voisins du sud, face à la Chine et aux autres pays. Il a donc tout intérêt à se tourner vers d'autres marchés.

Enfin, en ces temps incertains, le scénario économique le plus probable demeure une ré-accélération modeste de la croissance économique canadienne. Notre scénario de base prévoit une croissance du PIB réel légèrement au-dessus des 2 % au deuxième semestre de 2011. Dans l'ensemble, nous prévoyons que l'économie canadienne affichera un taux de croissance du PIB réel de 2,2 % en 2011 et 2,0 % en 2012, après avoir enregistré une croissance de 3,2 % en 2010.

Le rapport complet des perspectives économiques provinciales ainsi qu'une mise à jour des prévisions provinciales sont disponibles sur le site Internet de Valeurs mobilières Banque Laurentienne à l'adresse suivante : <http://www.vmbi.ca/RechercheEconomique>.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, son accessibilité et sa convivialité. La Banque sert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau d'intermédiaires financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle offre des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque est active dans des segments de marché spécifiques où elle détient une position de choix. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 24 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 15 milliards \$. Fondée en 1846, elle emploie aujourd'hui plus de 3 800 personnes.

-30-

Renseignements :

Mary-Claude Tardif

Conseillère,
Relations publiques
514 284-4500, poste 4695
mary-claude.tardif@banquelaurentienne.ca

Marie-Claude Guillotte

Économiste,
Valeurs mobilières Banque Laurentienne
514 350-2925
guillotemc@vmbi.ca